Mardi 30 janvier 1979 - No 1 019

BP 51. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Deng Xiaoping aux USA

L'UNE des absurdités les plus énormes de l'histoire du 20e siècle vient enfin de prendre fin. En effet, il aura fallu presque 30 ans aux USA pour se décider à établir des relations diplomatiques avec l'État chinois, ce qui inclut, bien sûr, la rupture des relations officielles avec Taiwan : 30 ans pour reconnaitre que l'État chinois et ses 900 millions d'habitants existent, qu'ils comptent dans l'arène internationale, 30 ans pour reconnaitre que le rêve de Taiwan, et donc le leur – reconquérir la Chine – a échoué.

Le temps du mépris est révolu, ce temps où le représentant officiel américain pouvait encore se permettre, lors d'une réunion internationale, de passer devant Chou En-laï en feignant de ne pas le voir et d'ignorer la main que celui-ci lui tendait...

Mais les temps ont bien changé ! La Chine populaire s'est acquis un grand prestige auprès des peuples et des pays de tous les continents. L'immense majorité des pays du monde ont depuis longtemps établi avec elle des relations d'État. Faut-il rappeler l'accueil triomphal que lui a réservé le tiers monde, lors de son entrée à l'ONU alors que les USA, eux, s'obstinaient dans leur attitude qui leur valait de se retrouver isolés.

Aujourd'hui, 19 salves de canon saluent l'arrivée du vice-premier ministre chinois à Washington. Ce changement d'attitude consacre l'échec du rêve américain de remettre la main sur la Chine.

Oui, les temps ont bien changé ! L'arrogance de celui qu'on appelait, il n'y a pas encore si longtemps, *« l'ennemi numéro 1 des peuples du monde »*, a été mise à rude épreuve : la défaite essuyée en Indochine, les soulèvements populaires au Nicaragua et en Iran sont là pour le prouver. Et lorsque les peuples du monde peuvent voir consigner dans le dernier communiqué commun sino-américain que les deux parties s'engagent à ne pas avoir recours à l'hégémonisme dans leur région ou dans le monde, comment ne pas se réjouir de cette condamnation de leur propre politique à laquelle les USA sont obligés de consentir même s'il ne s'agit que d'une déclaration.

Claude LIRIA

(Suite page 3)

Deng Xiaoping aux USA

L'arrogance à l'égard de la Chine : un passé révolu

DENG XIAOPING, vice-premier ministre chinois est aux USA. C'est la première fois qu'un dirigeant de l'État chinois est accueilli en visite officielle aux États-Unis. Cette visite prévue depuis la signature des accords pour l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays doit durer neuf jours. Elle sanctionne l'échec de trente ans de politique américaine visant à isoler la Chine et à nier son existence. Mais le temps du mépris est révolu comme le montre cette visite qui est une marque des succès remportés par la Chine sur la scène internationale. Elle représente, c'est également un point essentiel, une contribution importante à la paix mondiale.

L'arrivée de Deng Xiaoping aux USA.

La colère monte à Usinor-Denain

LE mercredi 24, les travailleurs d'Usinor-Denain ont débrayé à 90 % pour une heure de grève. Les routes étaient bloquées dans toute la ville et à ses entrées. Parallèlement dans tout l'arrondissement, plusieurs centaines de travailleurs, en général des métallos, ont coupé les routes pendant une heure, occasionnant une paralysie du Valenciennois. Ceux des ANF de Marly, de Vallourec à Anzin, à St-Saulves, ceux de Delattre-Leviviers, de Métal-Escaut, etc...

Le jeudi, Raymond Barre devait confirmer à la délégation du conseil régional du Nord la liquidation d'Usinor-Denain tandis qu'à Denain, des militants syndicaux occupaient la poste, coupaient la rue principale et un carrefour. Le lendemain, vendredi, vers le milieu de la matinée, les travailleurs d'Usinor-Denain ont débrayé en masse et se sont répandus à travers la cité par groupes compacts.

Les sidérurgistes ont entamé des actions dures. Vendredi dernier, les dossiers de la perception de Denain ont été jetés à la rue et brûlés

Bientôt, les cinq agences bancaires de Denain et la recette-perception étaient occupées, tandis que d'autres groupes atteignaient les gares de Lourches et Escaudain qu'ils allaient envahir et bloquer. Simultanément, les sidérurgistes ont coupé les principaux carrefours et routes aux entrées de la ville, interdisant toute circulation pendant plusieurs heures. Sur la route en direction de Douai, les manifestants ont allumé des brasiers avec des branchages. Partout, on le sentait, il y avait une profonde colère et une grande détermination. En fin de matinée, des sidérurgistes ont jeté dans la rue et brûlé des documents de cette perception de Denain. Au début, de l'après-midi, des heurts se sont produits entre travailleurs et CRS. Les manifestants qui s'étaient rendus sur le canal à grand gabarit de l'Escaut pour bloquer l'écluse en retirant les fusibles, scandaient : *« Du travail, pas de CRS ! »*

La vitre des contributions directes vola en éclat et à nouveau, des dossiers étaient jetés par la fenêtres et éparpillés. Le samedi, les actions allaient se poursuivre (barrages routier et manifestations) mais moins percutantes et moins massives. De fait, au lieu de battre le fer tant qu'il est chaud, les syndicats ont choisi d'appeler à cesser le travail... mardi 30 pour *« décider des formes à donner à la lutte »*. Pourtant les actions massives, offensives et résolues de la journée de vendredi, ne montrent-elles pas la forme que les travailleurs eux-mêmes ont décidé de donner à leur lutte ? Les sidérurgistes de Denain ont raison : il faut utiliser des formes d'action dures, massives et efficaces.

Rémi DAINVILLE

soutien à l'indépendance du Cambodge

(Voir articles en page 6)

Les belles dents de Monsieur Carter

LA semaine passée dans son message au congrès sur l'état de l'union, Jimmy Carter a exposé les deux grands axes de sa politique : à l'intérieur, la lutte contre l'inflation et à l'extérieur, la poursuite de la détente.

En ce qui concerne la détente entre l'URSS et les USA, il a osé affirmer : « *La question n'est pas de savoir quelle superpuissance dominera le monde. Aucune ne peut ni ne le veut. Le choix est entre un monde d'anarchie et de destruction ou un monde de coopération et de paix* ».

La concrétisation de cette politique de « détente », c'est l'accord SALT II que Carter voudrait voir ratifier par le Sénat américain, cet accord, a-t-il dit, qui « *n'est pas fondé sur le sentiment, mais sur l'intérêt de chacun* ». On ne peut être plus clair, les sourires de Carter à Brejnev visent à le convaincre que leurs intérêts de superpuissances sont identiques.

Carter a cependant reconnu que cet accord SALT II « *n'est pas fondé sur la confiance* » ; entre brigands on se méfie. Il a donc assorti ses volées lyriques sur la détente d'une demande d'augmentation substantielle de crédits militaires. Comme dans le même temps, il veut lutter contre l'inflation, il a sacrifié les programmes sociaux, les élections sont encore loin.

La logique de Carter est bien une logique d'exploiteur, pour lui c'est aux travailleurs américains de faire les frais de cette soi-disant politique de détente qui se traduit très concrètement par une accélération de la course aux armements entre les deux superpuissances. Jimmy Carter montre les dents : celles du sourire pour Brejnev, celles du rapace pour les travailleurs.

Henri BERTHAULT

Iran

La religion dans la révolte d'un peuple

DEPUIS 48 heures, les déclarations publiées par l'Ayatollah Khomeiny et le premier ministre iranien Bakthiar se succèdent. Ce dernier tenait à démentir dimanche soir *« Toutes les rumeurs passées, présentes ou futures faisant état d'une éventuelle démission. »*. Alors qu'en Iran, l'armée vient encore de tirer sur les manifestants faisant plusieurs dizaines de morts, lundi matin, Bakthiar annonçait qu'il ne se rendrait pas à Neauphle, où il était question qu'il rencontre Khomeiny. Celui-ci, on le sait, a eu droit récemment à des avances de la part des superpuissances, tout d'abord de l'URSS puis des USA. Mais quel est donc ce mouvement religieux chiite dont il apparait comme le leader incontesté ?

LA religion chiite est née d'une rupture avec les tenants de la religion musulmane traditionnelle, les Sunnites. C'est peu après la naissance de l'Islam que les Chiites se sont révoltés contre l'assassinat, par le pouvoir, d'Ali et de Hussein, descendants de Mahomet. L'anniversaire de la mort d'Hussein a été depuis lors l'occasion de grandes manifestations religieuses.

Au fil du temps, la religion chiite est apparue comme la religion de la révolte contre tout oppresseur monarque ou étranger. Refusant toute séparation entre la religion et la politique, le chiisme a souvent servi de catalyseur et d'organisateur dans les luttes populaires. Aujourd'hui, treize siècles après la naissance de la religion, c'est toujours au nom du chiisme que des millions d'Iraniens se sont levés contre la dictature du Shah.

La religion chiite, avec 50 millions de fidèles, constitue une minorité du monde musulman. Hégémonique en Iran, elle domine en Irak, en Afghanistan et est très importante en Turquie.

En Iran même, elle rassemble 33 millions de fidèles encadrés par un clergé très structuré et très nombreux, avec 180 000 mollahs, prêtres du chiisme. Les plus hauts dignitaires sont les ayatollahs, chargés de guider la vie spirituelle des fidèles. Si, d'après certaines sources, les mollahs et les ayatollahs vivaient dans une simplicité qui leur permettait de conserver d'étroits contacts avec le peuple, la religion chiite est cependant très riche. Chaque fidèle est contraint de fournir à la mosquée un cinquième de ses revenus. Ainsi, ce sont 150 à 250 millions de francs qui, chaque année, entrent dans les caisses des mosquées. Une sorte de dîme féodale. Cette puissance financière, les ayatollahs l'ont mis à contribution cette année pour soutenir financièrement les grèves, accroissant de fait leur prestige. Parmi ces dignitaires, Khomeiny est reconnu comme le chef de la communauté.

L'ayatollah Khomeiny est né en 1900 dans une famille de religieux. Peu après sa naissance, son père a été assassiné par un féodal à cause des conceptions qu'il défendait. En 1927, il enseigne la philosophie selon les principes de la religion chiite et rapidement, il acquiert une grande influence. Peu à peu, c'est autour de trois thèmes que seront centrées ses interventions : liberté, indépendance et refus de la domination étrangère.

C'est en 1962 qu'il devient le chef de la communauté religieuse. Son arrestation en 1963 a servi de détonateur aux grandes manifestations sauvagement réprimées : il y aurait eu alors dix mille personnes tuées.

Libéré en 1964, il prononce alors un discours condamnant la soi-disant politique de modernisation du Shah : *« Comment voulez-vous moderniser l'Iran si vous faites emprisonner et tuer les intellectuels ? Vous voulez faire des Iraniens des instruments dociles et passifs, au service du pouvoir et de vos maîtres étrangers alors que la véritable modernisation consiste à former des hommes qui aient le droit de choisir et de critiquer, des combattants, qui sachent résister à la domination extérieure, à l'injustice et au pillage »*. Ce discours lui valut d'être envoyé en exil en Turquie puis en Irak où il demeurera jusqu'en octobre 1978, date à laquelle il partit pour Neauphle-le-Château, près de Paris.

Aujourd'hui, il a formé un gouvernement provisoire et défini un programme guidé par le souci d'une plus grande indépendance. Ainsi, il se prononce en faveur d'une industrie indépendante des multinationales, capable de se développer elle-même et d'une politique agricole axée sur la polyculture et une remise en vigueur des pâturages et de l'élevage.

Cette indépendance, il déclare vouloir la préserver quelles que soient les pressions que devra subir l'Iran de la part des pays impérialistes. Condamnant aussi bien les USA que l'URSS en tant que superpuissance, il s'est prononcé pour le maintien d'une armée suffisamment forte pour faire face à un éventuel coup de force de ces superpuissances.

Sur le plan de la démocratie, Khomeiny s'est déclaré favorable à une liberté totale, mais à condition que soient respectés les principes de l'Islam. Certes, la religion chiite est particulière au sein de l'Islam mais on sait, dans la pratique, que ce dernier peut s'avérer restrictif dans le domaine des libertés, ce qui vient, bien sûr, tempérer ces déclarations.

Certains groupes religieux ont interprété cette définition en s'attaquant à des militants de l'opposition laïque et ont tenté de faire pression sur la presse pour qu'elle s'en tienne à donner des informations conformes aux idées religieuses.

Khomeiny n'a pas approuvé ces méthodes. Il affirme que son gouvernement mettrait fin à l'exercice de la tristement célèbre Savak et qu'il serait garant de la démocratie.

Le Conseil National Palestinien a clos ses travaux

Il décide d'intensifier la lutte armée

Yasser Arafat, porte le cercueil de Abou Hassan, assassiné par les services secrets sionistes.

LA 14e session du Conseil national palestinien a clos ses travaux mercredi dernier à Damas après neuf jours consacrés à l'adoption de résolutions politiques et à la réélection des instances de ce « *parlement palestinien* » qu'est le conseil.

Malgré un certain nombre de divergences apparues entre les différentes organisations de résistance sur la composition du nouveau bureau exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, le représentant du FPLP, Georges Habash a déclaré que des accords importants avaient été réalisés et s'est refusé à voir dans ces problèmes de direction la moindre remise en cause de l'unité nationale du mouvement palestinien.

C'est le bureau sortant, dans lequel Le Fath occupe une place importante qui a finalement été reconduit. Parmi les résolutions politiques adoptées par le conseil, on peut relever :

— La décision d'intensifier la lutter armée contre l'occupant sioniste et la lutte des masses populaires, notamment dans les territoires occupés depuis 1967.

— Le rejet de toute forme de règlement séparé avec l'Etat israélien sans la participation active de l'OLP.

— Un accord sur le contrôle et la distribution du fonds de 250 millions de dollars alloués à l'OLP par le sommet arabe de Bagdad en novembre dernier.

La conférence a dû être écourtée à cause de la tension provoquée par le Sud-Liban par Israël.

Le jour même de la clôture de la conférence, on apprenait également l'assassinat, par les services secrets sionistes, du responsable du Fath pour les actions militaires contre l'Etat sioniste, Abou Hassan. Militant palestinien très connu, Abou Hassan était le fils d'un des premiers héros de la résistance palestinienne. Son père avait commandé les groupes armés palestiniens lors des insurrections palestinien-e nes contre l'occupant anglais et la colonisation sioniste en 1936 et 1939. Il était tombé au combat en 1948.

S.F.

Chine-Palestine

Un nouveau mensonge soviétique

POUR tenter de justifier leurs calomnies anti-chinoises, les Soviétiques n'hésitent pas à aller chercher leurs sources dans les pires poubelles. Ainsi, la revue soviétique *Temps nouveaux* cite l'hyper sioniste Howard Squadron, le président du Congrès des organisations juives des USA, pour tenter d'accréditer la thèse selon laquelle la Chine se préparerait à nouer des relations diplomatiques avec Israël.

Or, sur ce point, la position chinoise est on ne peut plus claire et a été réaffirmée récemment à une délégation palestinienne du Fath par Ji Penfei, responsable du Parti Communiste chinois aux Relations internationales : « *La Chine n'envisage pas de reconnaître Israël et ne souhaite entretenir avec lui aucune relation. Les Palestiniens ne doivent avoir aucun doute sur ce point, a-t-il dit, c'est une position ferme et qui ne changera pas* ».

On sait que la Chine a été lre premier pays à reconnaître l'Organisation de la Libération de la Palestine, dès sa création en 1965, quant à l'URSS, elle est particulièrement mal placée pour parler, elle qui a attendu les années soixante-dix, et encore ! pour tenter de leur faire admettre la capitulation de la Conférence de Genève aui avait dû aboutir à une reconnaissance de fait de l'Etat sioniste.

SF

L'HUMANITE ROUGE - Mardi 30 janvier 1979

Rassemblement national du SNES

Agir, oui, mais pourquoi ?

SAMEDI 27 janvier a été marqué par un rassemblement national, à Paris, suivi d'une manifestation des enseignants du syndicat national de l'enseignement secondaire (SNES) affilié à la FEN.

Cette manifestation s'inscrivait parfaitement dans le mécontentement général des enseignants. En effet, leurs conditions de travail se dégradent de jour en jour. Souvenons-nous de cette rentrée scolaire de 1978 ponctuée par de nombreuses grèves et manifestations associant enseignants, parents d'élèves et élèves.

CONTRE L'ÉCOLE MARGINALE

Cependant, les enseignants du SNES ne se sont pas rassemblés ce samedi, uniquement pour revendiquer de meilleures conditions de travail. Les différents orateurs – de toutes les régions – ont dénoncé également les insuffisances de leur formation, la réduction du nombre des postes d'enseignement. Ils ont exprimé le désir de travailler dans des équipes éducatives, d'associer les parents d'élèves à leurs recherches pédagogiques, tout ceci dans le but de faire bénéficier les élèves d'un enseignement de qualité.

Ces revendications sont légitimes. Il est en effet très éprouvant de travailler seul dans sa classe sans aide, sans conseil, sans échange d'expériences. Les enseignants éprouvent un véritable malaise d'être l'instrument de sélection de l'éducation nationale : sélectionner, presser, délester, orienter un maximum d'enfants au plus tôt vers la vie active.

PRISE DE CONSCIENCE

Cependant, on peut s'interroger sur les aboutissants d'un tel rassemblement. Il est indéniable que la très grande majorité des enseignants présents à cette réunion n'avaient pas parcouru des kilomètres et des kilomètres, parfois même traversé la France entière, pour leur plaisir, pour agrémenter leur week-end. Confrontés à de réels problèmes, remettant en cause leur fonction d'enseignants, la fonction de l'école dans la société actuelle, ils se sont rassemblés pour exprimer leur désapprobation de la politique de Beullac.

LA FORME ET LE FOND

Mais à quoi peut bien servir un tel rassemblement ? A contrer les dirigeants de la tendance « *Unité et action* » (proche de la ligne politique du PC) de la part des dirigeants de la tendance « *Unité Indépendance et Démocratie* », proche de la ligne du PS, à réaffirmer pour la tendance « *Unité et Action* » son hégémonisme ?

D'autre part, si les journées d'action de 24 heures ne sont pas à condamner en soi, on s'interroge sur leur efficacité détachée d'un fort mouvement de lutte à la base. A ce titre, l'attitude du SNES pendant les luttes de la rentrée scolaire a été significative. Ici les enseignants du SNES luttaient avec les autres syndiqués, les non-syndiqués, les parents, là ils ne manifestaient aucune velléité de participer au mouvement revendicatif. Certes, les problèmes pédagogiques des enseignants ne sont pas à nier, ils sont étroitement liés à des problèmes politiques. Mais qu'est-ce que le mot d'ordre avancé par le SNES « *Pour la revalorisation du métier d'enseignant* » signifie, quand il revendique par ailleurs, semble-t-il, des augmentations salariales hiérarchisées à savoir 117 points d'indice pour les agrégés, 98 pour les certifiés et 78 pour les maitres-auxiliaires, sinon de maintenir la hiérarchie entre les enseignants et de faire régner le corporatisme dans les rangs du SNES ?

Qu'est-ce que ça implique de militer dans un syndicat sillonné de tendances comme l'est le SNES (U&A, UID, Ecole émancipée et FUO) ? Et ce syndicat n'est qu'un parmi les 44 du secteur de l'Education nationale. Cet éparpillement perpétue ainsi la division politique, idéologique, structurelle et salariale entre les syndiqués ?

Qu'est-ce que ça signifie « *Un enseignement de meilleure qualité* » quand le contenu de ce même enseignement n'est pas remis en cause ?

Oui, le patronat use et abuse de la main d'œuvre juvénile, le SNES le démontre, mais il n'est pas le seul. Oui, les enfants sortent de l'école sans métier dans les mains. Mais est-ce que nous luttons pour que le savoir universitaire actuel soit accessible à tous les jeunes ou pour que tous les élèves aient accès aux études supérieures avec un autre contenu idéologique et politique ?

Face à cette situation nous ne pouvons qu'encourager les enseignants du SNES de se saisir des mots d'ordre de leur syndicat, de travailler réellement avec les parents, de lutter contre la détérioration des conditions de travail de *tous* les enseignants, de mettre en avant toutes les revendications unificatrices et de laisser de côté les revendications corporatrices, de travailler à imposer dans leurs sections syndicales tout ce qui peut dénoncer l'avenir des jeunes, le futur chômage de leurs élèves.

Nathalie VILLOTIERS

Deng Xiaoping aux USA

(Suite de la page 1)

Mais il y a plus : le communiqué déclare *aussi* que les deux parties s'opposent aux entreprises hégémonistes d'autres puissances dans le monde. Il ne faut pas oublier que si les USA sont sur la défensive après tous les coups qu'ils ont subis, par contre l'autre superpuissance, l'URSS, est, elle, en pleine offensive : l'invasion du Cambodge par Vietnam interposé en est la plus terrible et la plus récente démonstration. Sans pour autant oublier l'Angola, le Zaire, l'Ethiopie, l'Afghanistan...

C'est donc dans ce contexte international bien précis que sont établies les relations diplomatiques sino-américaines. Nul doute qu'elles débordent largement le strict cadre des relations entre deux États. Exploiter les contradictions entre les deux superpuissances impérialistes, n'est-ce-pas un des moyens pour isoler celle qui, partout, cherche à prendre la place de l'autre ou à combler les vides laissés par l'autre ? La condamnation unanime de l'agression soviéto-vietnamienne contre le Cambodge en est d'ailleurs un très bon exemple. Et si les USA participent à cette condamnation, quelles que soient leurs motivations, pourquoi s'en plaindre ? *C.L.*

Cambodge

Les temples d'Angkor repris par les patriotes

D'APRES des sources situées à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, les forces patriotiques khmères fidèles au gouvernement légal combattent actuellement les envahisseurs vietnamiens sur au moins six champs de bataille. Ainsi, les combats se poursuivent près du port de Kompong Som et le long de la côte, autour de Battabang, la seconde ville du pays, dans le Nord-Ouest, à Kompong Cham, à l'Est et à Takeo, au sud de Phnom Penh.

Les troupes patriotiques opèrent en petites unités le long des voies de communications vietnamiennes et se retirent aussitôt à l'intérieur des campagnes. Il semble cependant que, autour des villes comme Battabang et Kompong Som, ce soient des forces beaucoup plus importantes qui soient engagées.

D'après la radio du Kampuchea démocratique, les forces patriotiques ont, de plus, repris les temples d'Angkor. Du 24 au 26 janvier, les opérations militaires ont fait cinq cents tués parmi les forces vietnamiennes d'occupation, quatorze blindés ont été détruits et six autres capturés.

Toujours selon la Voix du Kampuchea démocratique, les deux provinces du Nord-Est seraient entièrement libérées.

SF

Le pape au Mexique

Quel message ?

IL y a 30 ans, la révolution chinoise triomphait, infligeant à l'impérialisme américain sa première grande défaite. Nos bourgeoisies d'Occident étaient très inquiètes de ce nouvel essor du socialisme et de l'espoir qu'il représentait pour des millions d'hommes dans le monde. Elles savaient aussi que le capitalisme était sorti complètement discrédité de la Seconde guerre mondiale.

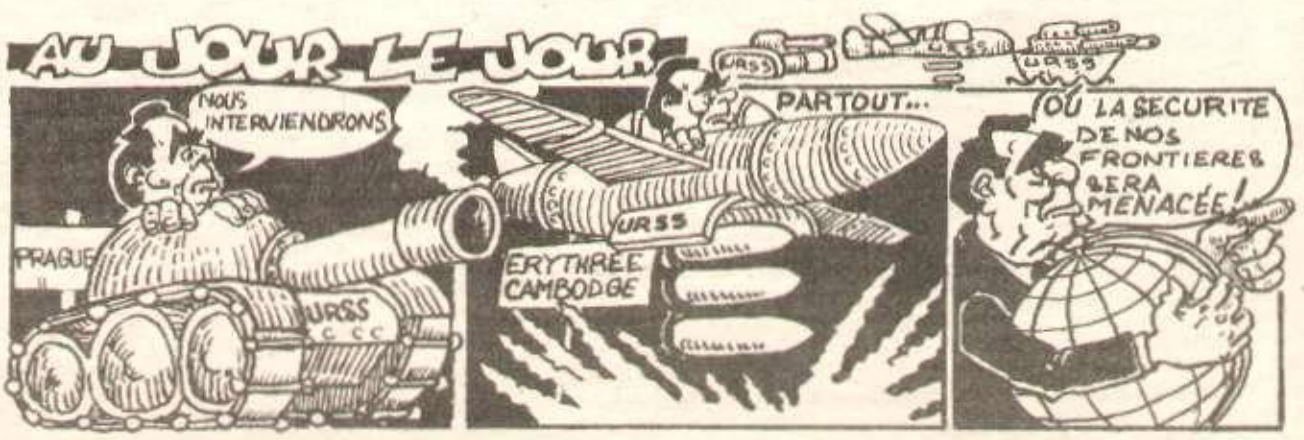
On assista alors à une campagne d'intense propagande en faveur de la non-violence. Le grand homme de l'époque proposé à l'admiration des foules, c'était Gandhi, tombé depuis peu sous les coups d'un assassin fanatique, dont le rayonnement était encore amplifié par l'auréole du martyr. Le pays que l'on mettait en vedette pour l'opposer à la Chine, c'était l'Inde dont on nous disait qu'elle allait ouvrir une troisième voie entre le capitalisme et le socialisme.

Aujourd'hui, à la veille du voyage de Deng Xiaoping à Washington, au moment où les peuples du monde entier font de plus en plus confiance à la Chine populaire, on nous ressert le même refrain. Comme autrefois, le capitalisme est complètement discrédité, s'il a pu un moment faire à nouveau illusion, son odieux régime d'exploitation et de rapine est de plus en plus haï et rejeté. Alors on essaye de nous refaire le coup de l'opération non-violence.

Cette fois-ci, l'Occident chrétien peut utiliser son pape. Il y a 30 ans ce n'était pas possible, après les honteuses compromissions de Pie XII avec le nazisme, mais depuis quelques années, le catholicisme a pu se refaire une virginité avec le concile Vatican II. Alors on utilise à fond le voyage du pape Jean-Paul II en Amérique latine, on orchestre autour de lui une grande campagne idéologique en mettant en avant ses déclarations condamnant à la fois l'oppression capitaliste et la dictature du prolétariat et prônant lui aussi une troisième voie pour l'Amérique latine : la non-violence.

> *« Il faut penser que l'action de l'Eglise dans des domaines comme la promotion humaine, le développement, la justice et les droits de l'homme, veut être toujours un service de l'homme, et de l'homme tel que l'Eglise le voit dans la vision humaine de l'anthropologie qu'elle adopte... Elle n'a donc pas besoin de recourir à des systèmes et des idéologies pour aimer, défendre l'homme et collaborer à sa libération. »*

(Déclaration de Jean-Paul II au Mexique).



POLICE

Comment la répression s'abat sur 2 honnêtes jeunes travailleurs des Ulis

A l'heure où la police manifeste dans la rue en criant à l'insécurité, voici un exemple qui montre quel est en fait son rôle, particulièrement en cette période de crise : la répression. L'insécurité, c'est la réponse du pouvoir aux millions de chômeurs.

Le mercredi 20 décembre au soir, vers 22 h 30, deux jeunes (19 et 30 ans) d'une famille de la Châtaigneraie (les Ulis) sont arrêtés au volant du camion d'entreprise de l'aîné (il est chauffeur-livreur), pour contrôle d'identité. Cela se passe à Sèvres.

A peine en possession des papiers, les flics disent : *« Ces papiers sont faux, tout le monde au poste »*.

Au commissariat de Sèvres, ils attendent jusqu'à deux heures du matin. On fait monter l'aîné à l'étage, puis le plus jeune. Dans la pièce, trois flics lui disent : *« Maintenant, tu vas tout avouer »*. Il n'a même pas le temps de répondre qu'ils se jettent sur lui et le couvent de coups (à la tête et au ventre). L'aîné a la manche de sa veste déchirée par un chien.

Après ce passage à tabac, on leur présente les « aveux » à signer : cambriolages, vols de voitures, vols à main armée, etc.

A bout de forces et sous les menaces, ils signent, alors qu'ils n'ont jamais commis aucun de ces délits.

Au matin, vers 6 h 30, on les transfère au commissariat de Nanterre, menottes aux poignets.

Le même matin, un article paraît dans *« Le Républicain »* (journal de l'Essonne) pour annoncer leur arrestation, ainsi que tous les délits soi-disant commis par eux. C'est par ce journal que la famille est avertie de ce qui est arrivé.

Après deux jours au commissariat de Nanterre, où ils payent eux-mêmes les sandwiches qui font leur repas, ils sont transférés à la prison de Fleury-Mérogis.

Le plus jeune est en quartier disciplinaire : seul en cellule, heures fixes pour les repas, les promenades.

Il ne supporte pas cette injustice et fait six jours de grève de la faim. Il manifeste la volonté de se suicider ; il le dit à un autre jeune qui est dans son cas.

Un avocat est nommé d'office. Les confrontations prouvent leur innocence : pas d'armes, pas de témoins pour les cambriolages, aucune preuve. L'enquête aboutit pour les papiers : aucun n'est faux.

Le patron de l'aîné signe une attestation que le camion est bien celui de l'entreprise ; ce n'est donc pas un véhicule volé comme il est écrit dans *Le Républicain*.

Une pétition circule dans le quartier de la famille pour attester l'honnêteté et l'intégrité des deux jeunes ; des particuliers écrivent également à la famille en leur faveur.

Au bout de *26 jours* de détention, ils sont enfin libérés.

L'aîné a retrouvé son emploi. Mais le plus jeune est licencié pour *« absence injustifiée de plus de 48 heures »*. Comme la boîte licencie, l'occasion est bonne pour ne pas le reprendre.

Le patron de l'atelier va voir la direction pour qu'on le reprenne, mais sans succès pour l'instant.

Ils ont du mal à se remettre de cette lamentable expérience, surtout le plus jeune. Il ne comprend pas les raisons de tant de violences gratuites, de tant d'acharnement dans l'injustice. Il n'oublie pas ce qu'il a subi, et vu. Il veut *retrouver son emploi* qu'il n'aurait jamais dû quitter.

Les papiers ne leur ont pas encore été restitués (ils sont sous scellés, comme unique « pièce à conviction ».)

Pour la famille, il faut maintenant supporter les frais d'avocat : déjà 1 500 F pour attaquer en diffamation le journal *Le Républicain*.

Et cela peut arriver à tout le monde... Il suffit d'être jeune, ou que votre tête ne revienne pas aux flics...

Correspondant

SNCF - Région sud-est

Sanctionnés pour l'exemple

Interview

APRES les grèves de fin novembre-début décembre de l'an passé à la SNCF, celle-ci commence à régler leur compte aux travailleurs combatifs. Ainsi, deux militants syndicaux l'un CFDT et l'autre CGT, se voient convoqués devant le conseil de discipline, véritable « tribunal d'exception » où les jeux sont faits d'avance (Voir l'Humanité rouge No 1 015).

A travers ces deux cheminots, c'est l'ensemble des travailleurs de la SNCF qui est aussi visé : d'autres sont sur la liste d'attente ... A l'horizon, il y a le plan Guillaumat et les milliers de suppressions d'emplois prévues. Aussi, la SNCF veut-elle essayer d'étouffer toute volonté de lutte réelle. Et au-delà des sanctionnés, elle vise une certaine forme de lutte qui est en train de se développer en réponse au fait que depuis plusieurs années, il n'y a eu que des échecs, avec les journées d'action. La CFDT appelle à la mobilisation au plan région parisienne. Une grève avec rassemblement à 13 h à la gare de Lyon est prévue pour le 31 janvier, jour du conseil de discipline. Les dirigeants de la FGAAC n'y appellent pas *« puisqu'on vous avait dit de ne pas vous mettre devant les trains »*... de même que ceux de la CFTC et FO. Quant à ceux de la CGT, ils n'appellent pas pour le moment au rassemblement, malgré la volonté de lutte qui anime de nombreux militants. Est-il besoin de souligner la lourde responsabilité que prennent les dirigeants de ces syndicats en agissant ainsi ?

Quand on voit les milliers de licenciements dans la sidérurgie par exemple et l'offensive anti-populaire de la bourgeoisie, il est urgent que tous les travailleurs se serrent les coudes et soutiennent fermement ceux qui sont victimes de la répression. Ci-dessous, nous reproduisons l'entretien que nous avons eu avec les deux cheminots sanctionnés jeudi.

HR : Peux-tu rappeler dans quel contexte, ce sont déroulés les fait que la SNCF vous reproche ?

— Il y a eu des grèves d'une ampleur importante sur la région, fin novembre-début décembre. Chez nous, elle a duré douze jours, à Austerlitz quinze jours. On n'a rien obtenu au plan revendicatif, la SNCF voyant bien que si elle cédait à un endroit, elle devrait le faire aussi dans d'autres.

On se battait contre une nouvelle grille de travail qui, en fin de compte, supprimait du monde. Il y avait l'unité entre la CGT, la CFDT, la FGAAC. Les non-syndiqués, qui étaient de nature plutôt combative et qui avaient rendu leurs cartes syndicales suite aux grèves de 1971 et mars 1976, ont été entraînés dans l'action.

La grève a pris tout de suite une tournure très combative, efficace avec piquets de grèves, réunions syndicales tous les matins, et assemblées générales. Il faut remonter à juin 1971 et mars 1976 pour trouver une grève aussi combative. La grève était pratiquement suivie à 100 % alors que les grèves confédérales, catégorielles ne font pas plus de 40 à 60 %. Les grèves de 24 heures, les gars n'en veulent plus. Ils pensent qu'il faut taper un bon coup.

HR : Que vous reproche la direction de la SNCF exactement ?

— Pendant la grève, on a fait des collages massifs d'affiches, et puis dès le début, on s'est adressé aux usagers, les travailleurs de la banlieue surtout. On leur a fait signer des pétitions. A deux reprises, on leur a distribué des tracts de façon massive. Il y a seulement deux ans, t'aurais pas pensé à le faire.

On était obligé de vaincre l'inertie de certains dirigeants syndicaux. Ça donnait de l'assurance aux copains. Quelques trains roulaient. On a fait des collectes auprès des usagers qui ont rapporté autour de 250 francs et ce, bien qu'ils soient gênés par notre lutte, et le froid. On expliquait notre lutte aux gens, ils comprenaient, ils étaient avec nous. Ils demandaient : « Qu'est-ce qu'on peut faire pour vous aider ? ». On les amenaient dans les couloirs de la direction pour qu'ils soient reçus, eux et nous.

Mais la SNCF ne voulait pas céder. C'était une question de principe pour elle. A la fin de la deuxième semaine, on voyait qu'on ne pouvait pas aller plus loin, quelques gars commençaient à reprendre. Et dès le début, on avait décidé que si des gars reprenaient, on arrêtait pour ne pas partir en eau de boudin. A partir de ce moment-là, on a été obligé de durcir notre position. Le 5 décembre, on avait arrêté le Mistral et le Cisalpin, chose qui avait été votée en assemblée générale. Le 7, on est monté avec des usagers à la direction. Elle n'a pas voulu nous recevoir, on est redescendu pour bloquer des trains. On a dit qu'il fallait qu'on se fasse entendre. On s'est mis devant le 5461 et on est resté jusqu'à l'arrivée de la police.

Le chef de dépôt avec des ingénieurs de la gare de Lyon ont pris nos noms, ils ont fait un rapport de police qu'on a d'ailleurs, où ils nous accusent, le copain, moi et d'autres camarades.

HR : Et comment se passe la mobilisation ?

— Tout de suite au niveau régional la CFDT a fait des tracts qu'on a fait diffuser sur toutes les régions. A partir de là, les gars ont commencé à discuter. Quand on passe en conseil de discipline, c'est la moitié de la prime de fin d'année qui saute. On encourt le dernier avertissement qui est l'ultime sanction avant la mise à pied, et un déplacement par mesure disciplinaire.

HR : Quelles sont les conséquences d'un déplacement pour vous ?

— Toutes les conséquences familiales que ça entraîne. J'ai deux enfants, le copain c'est pareil. Puis tu arrives avec de nouveaux collègues, qui ne te connaissent pas, une espèce de méfiance se crée. C'est la réaction : ces gars-là, ils viennent parce qu'ils ont fait les cons à Paris. La SNCF peut monter une provocation pour nous licencier. Ça s'est passé à Dijon où un camarade a été licencié par suite d'un faux témoignage. Ils ont mis cinq ans pour l'avoir, mais ils y sont arrivés. Nous, il faut qu'on reste à Paris.

HR : Il y a du répondant dans la mobilisation ?

— Dans toutes les régions, la CFDT a pris l'engagement de déposer un préavis de grève pour le jour du conseil de discipline avec rassemblement. La CGT, au niveau de la région de Paris-Sud-Est, a déposé un préavis de grève, mais elle n'appelle pas à la grève pour l'instant. Au niveau du dépôt, la CGT appelle à la grève, mais pas au rassemblement.

HR : Quelle est la réaction des cheminots ?

— Ils sentent que c'est dégueulasse. Au dépôt, bien que la FGAAC n'appelle pas, il y aura une bonne participation principalement en banlieue.

HR : Et la liaison entre les différents dépôts ?

— Entre Paris et Villeneuve, c'est assez bon, ce n'est pas le cas ailleurs. Ici, la SNCF se sert du prétexte qu'on s'est mis avec des gens pour nous sanctionner. A Austerlitz, ils n'ont pas occupé. La SNCF a envoyé la police fouiller dans les placards des collègues. Dans un, il y avait des petites savonnettes de rien du tout, elle l'a sanctionné, dans un autre, elle a trouvé du Ricard, sanctionné lui aussi, motif : *« Tu as un bar clandestin »* : conseil de discipline.

HR : Il y a d'autres sanctionnés ?

— Nous, c'est un ballon d'essai. Si ça ne réagit pas, les autres vont en prendre plein la figure. 17 sur Paris, 30 à 40 sur Villeneuve-triage. A Corbeil-Essonne, y a un conflit, elle prétend qu'il n'est pas légal. A la recette, en gare de Lyon, aux gars qui ont arrêté un quart d'heure par jour, elle retient la journée entière. Pour certains, ça fait douze jours de retenus.

HR : Au conseil de discipline, les jeux sont faits d'avance ?

— Ordinairement, par exemple pour le gars qui piccole, les délégués du personnel demandent une sanction moindre que l'administration. Ils jouent le registre sentimental, les problèmes familiaux. Nous, on demande à nos trois délégués de ne pas voter. On ne s'attend à aucune clémence. A travers quelques sanctionnés, c'est toujours la masse qui est visée. Il faut relever la tête sinon demain eux aussi seront tracassés. On leur fera des contrôles sur le règlement. S'ils sont bien à l'heure, toutes les crasses possibles.

HR : Quel soutien concret demandez-vous ?

— Que les militants cheminots de ton organisation fassent connaître ce qui se passe et appellent à la mobilisation.

Interview recueillie par
René BREAND

PRESSE PARISIENNE

A nouveau des centaines de suppressions d'emplois en 1979

L'IMPRIMERIE, secteur d'activité encore très important à Paris, est touchée de plein fouet par une restructuration menée principalement par le groupe Hersant. Après l'arrêt définitif des presses du *Parisien Libéré*, dans le 10 e arrondissement (les imprimeries ont été évacuées le 5 décembre 1976, après l'intervention des gendarmes mobiles et des CRS), le centre de Paris voit actuellement la disparition de plusieurs centaines d'emplois dans les journaux que contrôle le groupe Hersant ou bien avec lesquels il a passé des accords.

Cette restructuration, liée à une plus forte concentration des entreprises de presse, implique une très forte diminution des travaux d'impression sur Paris :

– Le développement des liaisons de fac-similé avec les grandes villes de province « régionalise » le tirage des journaux.

– L'ouverture prochaine par Hersant de la grande imprimerie offset de la Plaine-Saint-Denis permettra de faire imprimer en un même endroit *France-Soir*, *le Figaro*, *l'Aurore* et *Paris-Turf*. Seules la rédaction et la photocomposition resteraient sur Paris.

La suppression des emplois est obtenue à coup de pré-retraites, de licenciements et d'indemnités de départ savamment dosés par les patrons de la presse pour éviter un conflit du type de celui du *Parisien Libéré*.

Face à ce grignotage incessant de l'emploi, quelle est la réaction des travailleurs du livre et que fait la Fédération française des travailleurs du livre ? Nous pouvons obtenir une première réponse en voyant ce qui se passe aujourd'hui au journal *France-Soir*, un des plus touchés actuellement.

France-Soir, deux ans et demi après l'arrivée d'Hersant

France-Soir est donc passé sous le contrôle d'Hersant après que le journal ait connu quelques difficultés. Ainsi, bien que comptant parmi ses journalistes des spécialistes du tiercé, *France-Soir* avait fait un mauvais pronostic en 1974, lors des élections présidentielles, en misant sur Chaban-Delmas : contrôles fiscaux et fermeture du robinet à finances avait alors suivi la victoire de Giscard. Pendant cette même campagne, Hersan mettait sur pied le service de presse de Giscard.

En 1976, *France-Soir* employait environ 2 000 travailleurs (journalistes, administration et ouvriers du livre), 1 200 seulement en 1978 et ne conservera que quelques centaines d'entre eux en 1979. D'après certaines estimations, il n'y aurait pas plus de 300 personnes pour imprimer les journaux à la Plaine-Saint-Denis (pour mémoire, les effectifs de l'imprimerie actuelle de *l'Aurore et Paris-Turf* sont d'environ 500, tandis qu'à *France-Soir*, près de 700 ouvriers du livre travaillent encore fin 1978).

En ce qui concerne les emplois administratifs, sur 270, seuls 27 seraient affectés à la nouvelle imprimerie.

La mainmise d'Hersant sur *France-Soir*

Le groupe de presse d'Hachette décide en 1976 de vendre *France-Soir*. Un acheteur est sur les rangs, Paul Winkler (*Confidences, Mickey, etc*) qui constitue la société Presse-Alliance pour acheter le journal en juillet 1976. En réalité, Presse-Alliance, c'est pour Hersant un moyen discret d'entrer dans la place.

Informés par la presse (!) qu'en fait il s'agit bien d'une initiative d'Hersant, les journalistes de *France-Soir* se mettent en grève le 16 août, soutenus par de nombreuses organisations politiques, syndicales, de consommateurs, d'anciens résistants, etc. Le 26 août, une grève générale dans la presse se termine le jour-même par un défilé devant les locaux de la rue Réaumur. Mais les journalistes de *France-Soir* sont divisés, et d'autre part, la Fédération française des travailleurs du livre décide de ne pas poursuivre le mouvement ; le travail reprend le 27 août. Hersant va pouvoir commencer à appliquer son plan de restructuration de *France-Soir*.

Les travailleurs de *France-Soir* et le syndicat FFTL-CGT

Chez les travailleurs du journal il existe un climat de crainte entretenu par Hersant, mais aussi sans doute par l'absence d'une réelle mobilisation syndicale.

Du côté d'Hersant, il y a les licenciements incessants (fusion de services avec *Le Figaro*, licenciements de personnels aux bars, suppression des trois postes de gardiens du garage à motos, etc. Les exemples se multiplient). Ajoutons que l'information est filtrée, rien n'est précis : qui va aller à la nouvelle imprimerie, qui n'ira pas, que vont devenir les locaux actuels... autant de questions sans réponses officielles ; de toute façon, Hersant manie le démenti si facilement.

Du côté de la FFTL, peu de choses sont faites pour lutter contre les licenciements et pour changer le climat général :

— Les assemblées réunissant les syndiqués se font toujours par section, les employés d'un côté, les ouvriers de l'autre et elles rassemblent vraiment très peu de monde (5 ou 6 employés sur 270 par exemple).

— La liaison avec les autres travailleurs du livre et notamment avec ceux des journaux concernés par les projets d'Hersant n'est assurée que par les dirigeants du syndicat.

Un exemple des propositions de la CGT : lors d'un récent comité d'entreprise, celle-ci a proposé un « *intercomité d'entreprise* » réunissant les comités d'entreprise du *Figaro*, de *France-Soir* et de *l'Aurore*, ce qui montre bien que le syndicat pense surtout au moment où il se produira une certaine « stabilisation » de la situation, c'est-à-dire quand Hersant aura entamé le dernier licenciement. Et puis *l'Aurore* n'est même pas officiellement déjà entre les mains du patrons de *France-Soir*.

Le PCF n'a plus vraiment d'activité de parti (tracts, bulletins d'entreprise rares ou inexistants). Il faut dire que dans le Livre, l'adhésion est souvent liée à l'embauche, et que cette embauche disparait. Sur près de 200 départs entre janvier et octobre 1978, une cinquantaine de travailleurs peut-être ont déchiré leur carte de la CGT et du PCF, ils n'en avaient plus besoin pour chômer ou aller travailler ailleurs.

Aux élections du personnel d'octobre 1978, les résultats n'ont pas été glorieux non plus pour un syndicat, seul représenté et en position de monopole : 60 % des inscrits seulement chez les employés ont voté pour la liste du syndicat.

La ligne suivie par les dirigeants syndicaux, qui ne favorise en rien l'unité des travailleurs du journal, conduit finalement à un isolement du syndicat et du personnel. Comme pour le *Parisien Libéré*, il y a un refus de faire une campagne d'information autour de l'entreprise pour obtenir un soutien des autres travailleurs et habitants du quartier. C'est une lourde responsabilité qu'ils prennent là.

Corespondant Paris.

VU A LA TELEVISION

Apostrophes

Femmes : à la maison ou au travail ?

BERNARD Pivot avait réuni plusieurs femmes écrivains pour parler de leurs livres et pour définir les « Nouvelles femmes ». Il y avait Christiane Collange, qui, dans « *Je veux rentrer à la maison* », prône le « retour » des femmes dans leur foyer et entend réhabiliter la maternité. Pour Marielle Righini, les femmes ont trop souvent utilisé le langage des hommes, dureté, violence, surtout depuis ces dernières années. Elles doivent maintenant montrer qu'elles sont différentes, douces, féminines, c'est dans ce sens qu'elle a écrit « *Ecoute ma différence* ». Anne-Marie Dardigna, quant à elle, est l'auteur d'une étude sociologique sur la presse féminine. Marianne Viviez, dans son roman « *La fête des Mères* » oppose deux femmes, une vieille ouvrière usée par les maternités, les tâches ménagères et le boulot à l'usine, mise au chômage à cinquante huit ans, à une jeune, Sylvie, compagne d'un des enfants de la vieille femme, enceinte de plusieurs mois, à la fois inquiète et émerveillée par son état de future mère. Elle essaie d'expliquer que les femmes sont partagées entre le désir d'avoir des enfants et les conditions qu'on leur impose pour élever, éduquer et soigner ces enfants actuellement.

Mais le débat tournait autour des résultats du sondage, effectué par « *F Magazine* » chez ses lectrices. Il en ressortait que les femmes avaient une nouvelle façon de voir le couple, le travail, la politique, qu'elles ne faisaient pas confiance aux partis de la majorité ni à ceux de gauche en ce qui concerne l'évolution de leur condition.

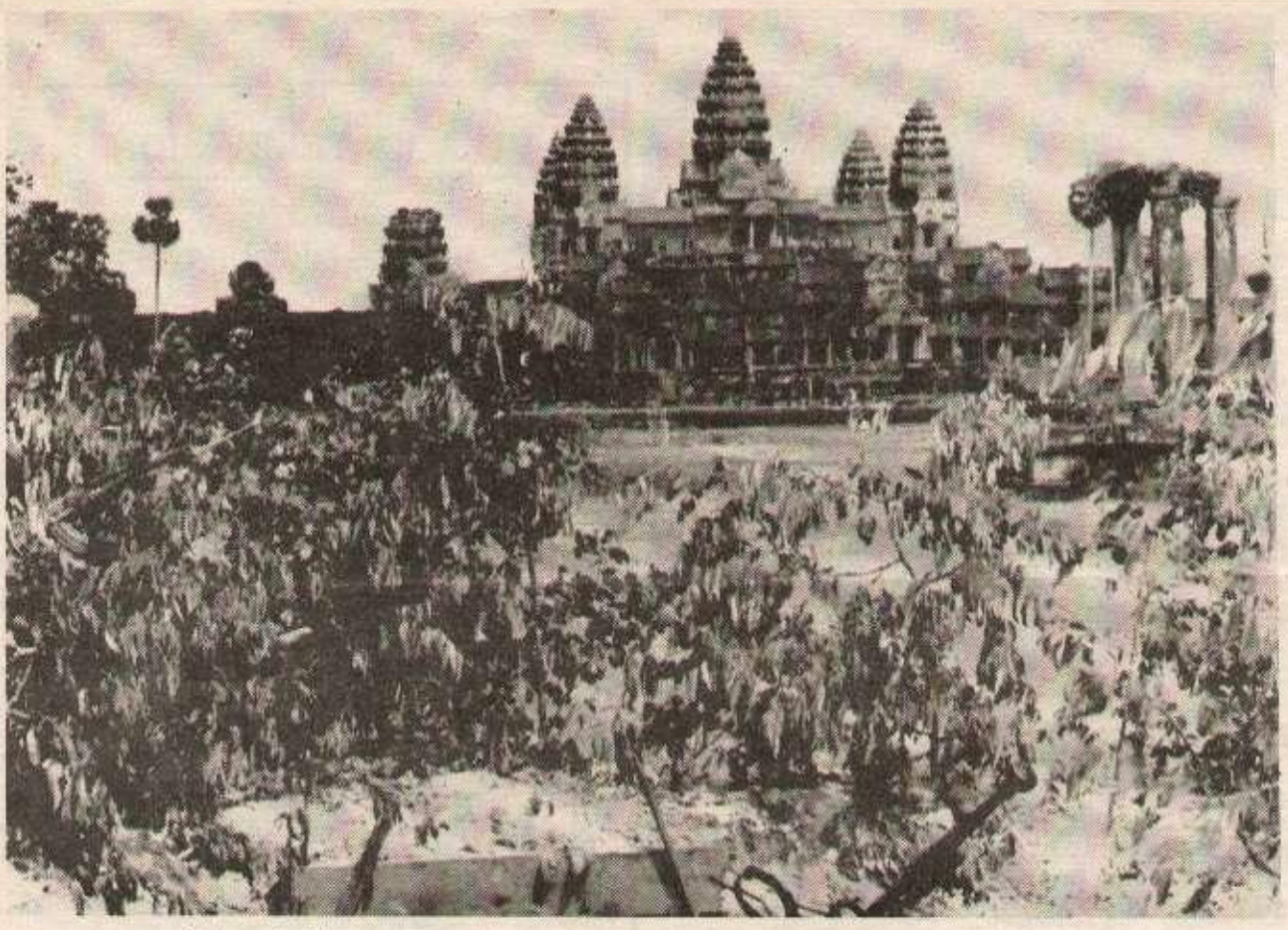
Elles supportent de plus en plus difficilement l'asservissement financier au mari. Sous une apparence quelque peu confuse, deux questions clé étaient posées : *la femme doit-elle rester à la maison, ou bien doit-elle conquérir son indépendance en travaillant ?* De nombreux témoignages concordaient : « *J'avais l'impression d'être au pair dans ma propre maison* ».

Christine Collange prônait la réhabilitation de la maternité et taxait d'égoïsme les femmes qui veulent conquérir leur indépendance. Elle fut vertement critiquée par les autres intervenantes qui rapprochaient ses propos de ceux de Barre et du gouvernement qui veut ainsi justifier le chômage et le licenciement. Ce n'est pas un hasard si en ce moment on vante aux femmes les vertus de l'allaitement maternel. Marielle Righini invoquait l'image douce que la femme devait donner d'elle. On lui répondit que s'il n'y avait pas eu de luttes des femmes, elle ne serait pas sur ce plateau de télévision.

Bien que de manière confuse, cette émission reflétait assez bien le fait que les femmes prennent conscience de la nécessité de s'unir pour se libérer.

Léon CLADEL.

Marianne Viviez : auteur de la « Fêtes des mères » était l'invitée de l'émission « Apostrophe ».



Le temple d'Angkor : un symbole pour le peuple cambodgien. Il a été arraché par les forces patriotiques à l'agresseur vietnamien.

VIE SYNDICALE

Dans la CGT, soutenir le peuple cambodgien

LA fédération syndicale mondiale, FSM, à laquelle la CGT est adhérente, vient de reconnaître le pseudo-gouvernement du Cambodge mis en place par les Vietnamiens. Elle reflète ainsi la forte influence des syndicats soviétiques et d'Europe de l'Est en son sein. La question qui se pose maintenant à tous les militants de la CGT est de savoir si la CGT qui a souvent par le passé condamné les agressions, va cautionner, elle aussi, cette agression soviéto-vietnamienne au Cambodge, ou, au contraire, se déterminer pour le droit du peuple cambodgien à l'indépendance. C'est une question importante pour tous les travailleurs épris de liberté.

La FSM, Fédération syndicale mondiale (à laquelle appartient la CGT), vient de reconnaître officiellement le pseudo nouveau gouvernement du Cambodge.

Rien d'étonnant à cette reconnaissance, puisque dans sa 19 e session du 18 au 20 octobre 1978, la FSM avait adopté une résolution exprimant son soutien total au Vietnam.

Le Comité permanent de la FSM condamnait vivement *« les actes de provocation militaires des autorités chinoises, leur violation de la sécurité et de la souveraineté du Vietnam, et le fait qu'elles ont poussé les autorités kampuchéennes à mener une guerre contre le Vietnam »*. (Courrier du Vietnam du 16 au 30 novembre 1978).

LA FSM DANS LA LIGNE DE MOSCOU

« Dans cet esprit, le Comité permanent a décidé d'organiser une réunion extraordinaire de solidarité avec le Vietnam lors de la prochaine session de l'Assemblée générale de la FSM ».

Ainsi, le Comité permanent de la FSM a pris position exactement dans la ligne des Soviétiques, essayant d'imposer l'idée dans les syndicats que c'étaient les Vietnamiens qui étaient agressés. Aujourd'hui, il veut faire croire que le gouvernement mis en place par le soi-disant Front uni national pour le salut du Kampuchea (FUNSK) a une quelconque légitimité au Kampuchea.

Il est vrai que la FSM a pu tenir son congrès à Prague au printemps 1978, célébrant par là de manière cynique le dixième anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques.

Cette prise de position est le résultat de la très forte influence du syndicat soviétique et des syndicats des pays de l'Europe de l'Est qui lui sont soumis, dans la fédération mondiale. Correspondent-elles à ce que pensent les syndicats adhérents, et plus largement les syndiqués ? Ce ne sera pas si simple, alors que la grande majorité des pays reconnaissent et condamnent l'agression massive des Vietnamiens au Kampuchea.

Il est difficile de défendre longtemps des contre-vérités.

LA CGT ET L'IMPÉRIALISME EN 1936

La CGT pour sa part, n'a pas encore, semble-t-il pris position sur l'invasion du Cambodge, mais le débat existe sur la question : à l'occasion de la préparation du 40e congrès, par exemple, le *Peuple* a publié la contribution d'un militant posant le problème de l'attitude impérialiste du Vietnam face au Kampuchea. La CGT s'est déjà retrouvée, dans le passé, confrontée à des situations similaires ; en 1936, et jusqu' à la guerre, en tant qu'organisation syndicale, elle a fait de la lutte pour la paix et du soutien aux peuples éthiopien et espagnol opprimés par les impérialismes hitlérien et mussolinien un axe important de son activité.

Elle a joué un rôle tout aussi important dans la dénonciation de l'esprit « munichois » de notre bourgeoisie, en particulier lorsque celle-ci a refusé son aide à la jeune République espagnole attaquée par Franco avec le soutien d'Hitler et de Mussolini. Au congrès de Nantes en 1938, Charles Nédélec déclarait : *« Avec Munich, nous allons maintenant à pas plus rapides encore qu'avant, vers la déflagration, vers la prochaine guerre mondiale »*...

En 1968, au moment où un autre peuple, le peuple tchèque devait s'incliner devant les chars russes cette fois, la CGT a été amenée à prendre position contre l'envahisseur, même si celui-ci se donnait une couleur de « libérateur » ; le 40 e congrès a confirmé cette condamnation, en répondant au porte-parole de la Charte 77 *« ... La CGT prendra toute initiative nouvelle qu'elle jugera opportune pour qu'il soit mis un terme, où que ce soit, aux interdits professionnels et autres formes de répression pour délit d'opinion »*. C'est dans ce sens qu'elle est intervenue en 1978 au congrès de la FSM.

DÉFENDRE LE PEUPLE CAMBODGIEN

Aujourd'hui, seuls les pays les plus soumis à l'influence soviétique, ont reconnu le nouveau gouvernement du Cambodge. Tous les autres, Yougoslavie et Roumanie comprises, ont été obligés d'admettre qu'il s'agissait d'une invasion et que le nouveau gouvernement est mis en place par les Vietnamiens soutenus par les Soviétiques. La CGT peut-elle, dans ce cas, s'aligner sur la position de la FSM ? Peut-elle reconnaitre officiellement un gouvernement qui n'a pas plus de légitimité que celui de Pétain en 1940 en France ? Si la CGT défend les droits de l'homme, les droits des peuples, elle ne peut refuser au peuple cambodgien le droit à l'indépendance. C'est le devoir de tous les militants d'en discuter aujourd'hui. Une façon de soutenir la lutte du peuple cambodgien contre l'agression.

Claire MASSON

INTERNATIONAL

Vieux militant bolchevik fidèle à son passé

Ernest Kolman est mort

ERNEST Kolman, 86 ans, est mort vendredi en Suède, après une vie entière consacrée à la cause de la révolution : membre du Parti communiste pendant 58 ans, combattant de l'Armée rouge soviétique aux côtés de Lénine pendant la guerre civile puis cadre communiste en Allemagne, en Union soviétique, à l'Internationale communiste, en Tchécoslovaquie...

Ernest Kolman ne s'est pas laissé aveugler par les traitres au socialisme style Krouchtchev et Brejnev. Après une longue réflexion, il a déchiré sa carte du Parti communiste soviétique et s'en est expliqué, le 22 septembre 1976, dans une lettre ouverte à Brejnev. Il y dénonçait, en termes lucides et acerbes, le régime et la politique soviétique actuelles :

« Comment peut-on parler de socialisme en Union soviétique, alors qu'à la place des classes exploiteuses des capitalistes et des propriétaires fonciers d'autrefois, il y a maintenant les castes privilégiées des bureaucrates du Parti et de l'Etat, qui nagent dans le bien-être, sont coupées du peuple, le dominent, le méprisent et sont incapables de comprendre ses besoins et ses souffrances ?

Tandis que l'Union soviétique, écrivait-il aussi, *fait des grands discours sur la "détente internationale" et sur la "coexistence pacifique", elle renforce en réalité considérablement son armement nucléaire et ses fusées, elle développe de nouveaux moyens d'extermination de masse et se prépare à des guerres d'agression. L'Union soviétique entretient de forts contingents de troupes à ses frontières, elle crée base militaire sur base militaire en Europe, en Asie et en Afrique, elle prépare l'occupation de la Roumanie et de la Yougoslavie, et sous le manteau de l'"aide désintéressée" aux mouvements de libération nationale et aux pays en voie de développement, elle s'efforce de s'y ingérer et d'établir sa domination militaire et politique dans les régions les plus variées du monde, elle fournit des armes et soutient les régimes les plus réactionnaires et les terroristes internationaux »*.

Exilé en Suède depuis 1976, Ernest Kolman est mort : l'humanité progressiste perd en lui un vieux militant bolchevik qui a su conserver jusqu'au bout sa lucidité révolutionnaire et son idéal socialiste.

J.S.

COMMUNIQUE

L'Association France-Cambodge réaffirme avec force son soutien à l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Cambodge

Voici le communiqué de l'Association France-Cambodge à propos des derniers événements survenus dans ce pays et réclamant le respect de l'indépendance de cet État souverain :

Paris le 15 janvier 1979.

L'Association France-Cambodge, créée voici huit ans, a soutenu sans défaillance la lutte du peuple cambodgien pour son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale.

Après la victoire remporté par le peuple cambodgien et son Armée populaire de libération nationale khmère, elle a continué à servir pour favoriser tous les échanges possible sur les plans économiques, culturels et autres entre les deux peuples.

Il n'a pas dépendu d'elle que les relations entre nos deux peuples puissent s'établir.

Devant les événements actuels, l'Association France-Cambodge, soucieuse de préserver l'avenir des relations entre le peuple français et le peuple cambodgien réaffirme avec force son soutien à l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Cambodge, sans aucune ingérence étrangère, ce qui implique l'évacuation du territoire cambodgien de l'armée vietnamienne.

Elle soutient l'action du Prince Norodom Sihanouk auprès de l'ONU pour l'indépendance et la paix.

Elle demande au gouvernement français de mener une action diplomatique appropriée pour le retrait des troupes étrangères et le retour rapide de la paix dans ce pays ami.

ECHOS *des entreprises et quartiers*

AOIP

Luttons pour garder nos emplois

Contre la suppression d'emplois dans la téléphonie, les travailleurs de l'AOIP mènent de nombreuses actions.

A L'AOIP (Association des ouvriers en instruments de précision), il y a actuellement, pour les travailleurs, de graves problèmes d'emploi dûs au passage de l'électromécanique en électronique dans la téléphonie. Au mois de novembre, il y avait déjà eu des mutations de l'usine d'Evry à Paris (voir HR No 988).

Aujourd'hui, c'est un nouveau pas vers les licenciements que la direction vient de faire, elle veut imposer des réductions d'horaire, bien sûr non compensées : 28 heures pour 300 travailleurs, 32 heures pour 100 autres, les 1 000 restants continueraient à 40 heures. En mettant trois horaires différents, son but était de nous diviser pour briser toute lutte des travailleurs, et cela, la direction ne l'a pas réussi.

En effet, dès que nous avons appris qu'elle comptait faire des réductions d'horaire, à l'appel des sections CGT et CFDT, nous avons décidé de faire grève et de tous nous retrouver devant les bureaux de la direction pour la réunion du comité d'entreprise, mardi 23. Pendant cette réunion, nous avons fait une manifestation dans le 13e arrondissement, et dès que nous avons appris le résultat, nous avons bloqué le directeur générale dans son bureau. Aux arguments de Fournier : *« C'est pour sauver la coopérative, c'est ça ou des licenciements tout de suite »*, c'est l'ensemble des travailleurs qui lui a répondu avec colère : *« La richesse de l'AOIP c'est nous qui l'avons faite, on ne veut pas se retrouver à la rue ; avec 28 heures, on ne peut pas vivre, pas question de se laisser faire ! »*. Après plus de deux heures, nous avons décidé de rentrer chacun dans nos usines (Paris, Evry, Rungis, Ivry), non pas pour arrêter la grève, mais pour repartir plus nombreux le lendemain.

Et, en effet, le lendemain, c'est à plus de 500 que nous avons été manifestés devant le ministère des PTT, sans compter 200 autres travailleurs qui étaient aussi en grève, ce qui fait un total de 700 travailleurs en mouvement alors qu'il n'y a que 400 travailleurs directement touchés. Sur les chantiers aussi, ou aucun travailleur n'est actuellement touché, il y a eu de nombreuses grèves.

Jeudi et vendredi, le mouvement a continué ; à Evry, les travailleurs ont fait une manifestation devant la mairie d'Evry pour réclamer un soutien, pas seulement de belles paroles, mais aussi financier et de popularisation ; à Paris, ils ont aussi continué à aller demander des comptes à la direction, ils ont aussi manifesté dans le quartier.

De nombreuses autres actions sont prévues pour la semaine qui vient. Notre lutte est une lutte de longue haleine, pas seulement contre les réductions d'horaire, mais aussi pour préserver l'emploi de tous.

La lutte continue à la centrale de Brault-St-Louis

MARDI 23 janvier, les travailleurs de la SPABA se mettent en grève. La direction du chantier riposte en faisant effectuer leur travail par d'autres entreprises de la centrale. Mercredi 24 janvier, les travailleurs de la SPABA bloquent les ouvriers des autres entreprises. Leurs revendications sont justes : 10 F par jour d'augmentation des indemnités de déplacement, 320 F par mois pour tous, embauche ferme des travailleurs sous contrat à durée déterminée. Les gars de la SOCAE ont montré la voie : le patronat du bâtiment doit payer.

Correspondant.

Déjà 15 jours de grève chez les sapeurs-pompiers à Lyon

DEPUIS 5 jours, les sapeurs-pompiers de Lyon sont en grève administrative. Comme ceux de Rennes et d'autres villes touchées par cette grève, ils revendiquent pour obtenir la réunion de la commission paritaire, l'augmentation des effectifs et l'amélioration de leurs conditions de travail. Ils ont pu populariser leur grève par de multiples manifestations de rues, distributions de tracts, en organisant un week-end portes ouvertes dans leur caserne pour faire connaître leur vie et leurs revendications à la population qui est venue nombreuse les écouter et qui a apprécié ces hommes toujours prêts à assurer la sécurité des citoyens. N'oublions pas qu'ils avaient déjà rejoint les éboueurs lors de la grève de novembre concernant la Courly (communauté urbaine de Lyon).

Leur patron, Francisque Collomb les avait oubliés. Mais ils ont déclaré : « Les pompiers continueront leur lutte », Ce qu'ils font avec ténacité.

Correspondant

Rhône

Les conséquences du gel pour les producteurs de choux-fleurs

LES dernieres gelees sont encore là, il faut déjà voir les dégâts commis par celle du début de l'année. Dans la région de Paimpol, la culture du choux-fleur aurait dû battre son plein et avec les gelées très dures, qu'il y a eu c'est une catastrophe.

Les choux produisant en janvier-février dans les régions favorisées près de la mer, sont détruits à 80 %, ceux de l'intérieur de 95 à 100 %.

Pour les choux d'avril, il est encore tro tôt pour le dire. Voilà qui ne va pas arranger le problème des petits paysans, qui, l'an passé, ont subi la mévente de pommes de terre en juin-juillet, puis des prix très bas sur le haricot en septembre-octobre et maintenant, la gelée sur le choux-fleur.

Aujourd'hui, la FDSEA a voulu faire une réunion pour les responsables du secteur de Paimpol ; il était prévu une vingtaine de personnes et ce sont en réalité 80 à 100 paysans qui y sont venus car la situation de beaucoup d'entre eux ne tient plus qu'à un fil, au crédit. Les propositions de la FDSEA sont une négociation d'ouverture de crédit pour tous les payans qui en ont besoin. Ces revendications sont démagogiques car elles ne feront que hausser la potence pour le futur pendu et allonger le tremplin financier pour le gros paysan. Car les paysans qui ont déjà des difficultés vont retrouver de l'argent qu'ils vont payer très cher, alors que les gros paysans qui sont touchés dans les mêmes proportions vont, avec les prix actuels des choux (6,50 F) toucher des masses de fric.

Et si jamais il y a des aides de l'État, elles seront comme toujours aux nombre d'hectares. Paysans-Travailleurs va faire une réunion la semaine prochaine avec comme base de revendications, le report des annuités arrivant à échéance dans l'immédiat. Report des cotisations MSA et assurance générale.

Affaire à suivre.

Les 10 employés d'un bureau des PTT sont en grève pour des effectifs supplémentaires

DEPUIS le 9 janvier, le bureau de poste de Dardilly (Rhône) est en grève (une interruption d'une semaine de la grève, s'est faite pour informer les usagers). C'est un petit bureau regroupant 10 personnes, 4 agents aux guichets, 5 préposés et un receveur dans une commune de 4 000 à 5 000 habitants, très étendue avec une zone industrielle assez importante. La grève porte essentiellement sur les effectifs et les conditions de travail. La population soutient les grévistes. La CFDT, seul syndicat représenté, mène les négociations avec l'administration qui fait trainer les choses et exerce des pressions sur les grévistes. La solidarité se fait par le refus des agents des bureaux de poste voisins d'Ecully de trier le courrier des entreprises de Dardilly, par des motions de soutien et des collectes dans les différents services des PTT. Que ce soit dans les petits bureaux comme dans les centres importants, ça craque de partout pour avoir des effectifs et de meilleures conditions de travail.

Bureau de presse de Lyon

BLOC-NOTES

TOURNÉES DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES EN CORSE
Faites connaissance avec la Chine.

Programme de la semaine :

Mardi 30 janvier : Exposition chinoise (gravures, timbres, livres, papiers découpés).

Mercredi 31 janvier : Exposition chinoise (gravures, timbres, livres, papiers découpés), à la librairie « La Marge » à Ajaccio.

Mercredi 31 janvier à 20 h 30 : Conférence au Palais des congrès à Ajaccio.

Jeudi 1er février à 20 h 30 : Conférence à la mairie ou MJC à Sartène.

Samedi 3 février à 20 h 30 : Conférence à Barretali dans le Cap.

Pour tout correspondance : Mme Giacomini ; 3, avenue Colonna d'Ornano - 20000 Ajaccio.

SAINTE-GENNEVIEVE-DES-BOIS
Six heures sur la Chine.

Ces six heures organisées par l'Association des amitiés franco-chinoises auront lieu le samedi 3 février de 16 h à 22 h au centre La balise, Résidence St-Hubert ; 1, rue Joliot Curie.

Au programme :

16 h à 17 h : Projection de diapositives réalisées par les amis ayant voyagé en Chine, l'été 1978.

17 h : Exposé-débat avec la participation de Régis Bergeron évrivain, président délégué de l'Association des amitiés franco-chinoises, sur le thème : la situation actuelle en Chine, « les quatre modernisations ».

18 h 30 à 19 h 30 : Film super 8, réalisé par des voyageurs en Chine, en juillet 1978.

A partir de 18 h : Buffet chinois.

20 h : Film chinois : *Les Miliciennes de la mer.*

Enfin, vous pourrez aussi regarder une exposition de photos sur la Chine, ainsi qu'une exposition de papiers découpés.

Participation aux frais : 7 F

Garderie pour les enfant assurée.

LES ULIS (ESSONNE)
Mobilisation pour un procès.

La Sonacotra attaque en justice une trentaine de résidents du foyer des Ulis (Essonne) qui a redémarré la grève des loyers le 1er mai 1978. La Sonacotra réclame leur expulsion du foyer. Pour faire échec à la répression, les résidents appellent au soutien lors du procès :

Jeudi 1er février à 10 h 30
au tribunal d'instance de Palaiseau (Essonne)

FOYER SONACOTRA D'ETAMPES

Rassemblement le jeudi 1er février à 13 heures.

Au foyer au bout du boulevard Saint-Michel (Etampes) pour protester et soutenir les résidents convoqués au tribunal. A Etampes, l'unité de tous pour soutenir les résidents en grève depuis deux ans se réalise.

Comité de soutien
Union générale des travailleurs sénégalais
CGT-CFDT, PS, PC, PSU.

MONTREUIL
Indépendance pour le Cambodge.

La section ville du Parti communiste marxiste-léniniste de Montreuil organise sur ce thème un meeting-débat autour de l'agression vietnamienne et l'expérience de construction du socialisme au Kampuchea depuis 1975. Mercredi 31 janvier 1979, 17, rue Hoche à Montreuil à 20 h 30.

LYON
La situation intérieure en Chine

Cette conférence organisée par l'Association des amitiés franco-chinoise et animée par Hélène Marchisio, secrétaire générale des Amitiés franco-chinoises aura lieu le mardi 6 février à 20 h 30 à l'El Dorado - 35, rue du Commandant Fuzier.

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge
205 51 10

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM . . . . . .
PRÉNOM . . . . . .
Lieu de travail . . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

Chine-USA

Après 29 ans, l'impérialisme américain obligé de reconnaitre la Chine

L'ANNÉE 1949 fut celle de la victoire complète de l'armée populaire de libération conduite par Mao Zedong sur les troupes du Kuomintang de Tchang Kai-chek soutenues par des partisans. Tchang Kai-chek se réfugia sur l'île de Taïwan où il constitua un gouvernement qui fut aussitôt reconnu par Washington comme seul représentant légitime de la Chine.
ton comme seul représentant légitime de la Chine.
Il aura fallu 30 ans, pour que les États-Unis annoncent officiellement le 15 décembre dernier, leur reconnaissance du gouvernement de la République populaire de Chine comme seul représentant du peuple chinois ainsi que la rupture de leurs relations diplomatiques avec Taïwan.

1950-1968 : De l'agression aux premières négociations

En 1949, les impérialistes américains ne pouvaient admettre leur défaite devant le peuple chinois. C'est pourquoi ils apporterent leur aide politique, économique et militaire à Tchang Kai-chek qui prétendait organiser la reconquête de la Chine.

Dès l'année suivante, l'impérialisme américain croira un moment tenir sa revanche à l'occasion de la guerre de Corée et sous l'influence de Mac-Arthur, les militaires américains tenteront même d'entrainer leur pays dans une agression directe contre le territoire chinois. Mais la ferme attitude de la Chine populaire déjouera leurs plans et sous la pression de l'opinion publique internationale, les Etats-Unis, sans pour autant s'avouer vaincus, seront contraints de limiter leurs ambitions.

Les mois et les années passaient et le pouvoir populaire se renforçait sans cesse sous la conduite du Parti communiste chinois dirigé par Mao Zedong. Enfermé dans son île, Tchang Kai-chek entretenait son rêve de reconquête, mais il devenait de plus en plus évident pour le monde entier que le peuple chinois ne lui permettrait jamais de mettre ses projets à exécution. Les Etats-Unis le savaient aussi, mais le reconnaitre s'était ouvrir la porte de l'ONU à la République populaire de Chine, avec la place qui lui revenait de droit au Conseil de sécurité.

Pour l'impérialisme américain, très préoccupé du « mauvais exemple » que la Révolution chinoise risquait de donner aux peuples du tiers monde, la Chine à l'ONU constituait une menace. Les USA continuèrent donc à réconnaitre le gouvernement de Taïwan, espérant ainsi isoler la République populaire de Chine et limiter son rayonnement et le 1er décembre 1954, ils signèrent avec Tchang Kai-chek un traité de défense bilatéral.

Près de six ans après la création de la République populaire de Chine, les USA et la RPC entamèrent un processus de négociations qui devait durer 24 ans. La première ouverture fut le fait de Zhou Enlai (Chou En-laï) qui, le 23 avril 1955, déclara que son gouvernement était prêt à négocier avec les USA. Le 1er août suivant se tenaient les premiers entretiens sino-américains au niveau des ambassadeurs. Ceux-ci se poursuivirent plusieurs années sans grand résultat concret, en général par le canal des ambassades des deux pays à Varsovie.

1968-1971 : une reconnaissance de fait qui rend inopérante les pressions américaines à l'ONU

Le 26 novembre 1968, le gouvernement chinois déclara qu'un accord était possible avec Washington sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique après le retrait des troupes américaines de Taïwan. En écho à cette déclaration, mais cinq mois plus tard, Nixon devait déclarer devant le congrès des Etats-Unis, le 18 février 1970 : *« Il est dans notre intérêt de prendre les mesures nécessaires en vue d'améliorer les relations avec la Chine »*.

Les conditions semblaient réunies pour l'ouverture de véritables négociations. Le 18 décembre 1970, au cours d'une interview qu'il avait accordée à Edgard Snow, Mao Zedong se déclara prêt à accueillir Nixon à Beijing (Pékin). En réponse à cette invitation, le 25 février 1971, Nixon déclarait prêt à ouvrir un dialogue avec la République populaire de Chine, sans toutefois rompre avec Taïwan.

L'année 1971 fut ensuite marquée par une série d'initiatives de nature à améliorer les relations entre les deux pays et à preparer la rencontre Mao-Nixon :

15 mars : Washington lève certaines restrictions administratives sur les voyages de citoyens américains en Chine.

13 avril : Nixon lève partiellement l'embargo commercial.
mi-avril : Accueil en Chine populaire d'une équipe de pongistes américains.

10 juin : Washington lève l'embargo sur le commerce de produits non-stratégiques avec la Chine.

9 juillet : Voyage secret à Beijing de Kissinger, conseiller de Nixon.

15 juillet : Beijing et Washington annoncent en même temps que le président des Etats-Unis se rendra en Chine en février 1972.

20-25 octobre : second voyage de Kissinger à Beijing.

C'est le 25 octobre de cette même année 1971 que l'ONU vota par 76 voies contre 35 le *« rétablissement de la République populaire de Chine dans tous ses droits »* et *« l'expulsion immédiate des représentants de Tchang Kai-chek du siège qu'il occupent illégalement »*. La délégation américaine qui, depuis 1951, exerçait chaque année des pressions sur nombre de pays pour empêcher cette reconnaissance officielle de l'ONU s'est trouvée cette fois-ci impuissante et ses ultimes manœuvres ont échoué.

1972-1975 : De la visite de Nixon à celle de Ford.

Fin décembre 1971, une troisième mission américaine s'était rendue à Beijing pour préparer le voyage de Nixon et Washington avait annoncé en même temps de nouvelles mesures de libéralisation commerciales entre les deux pays. Enfin, du 21 au 28 février 1972, c'est le voyage historique de Nixon en Chine.

Nixon séjourne surtout à Beijing où le président Mao le reçoit dès son arrivée pendant une heure dans sa bibliothèque privée. Après cette rencontre au sommet, le premier ministre Zhou Enlai lui consacre au total 25 heures de conversation.

Pat Nixon, épouse du président, contribue à cette détente par son sourire et ses compliments sur *« le charme de Zhou Enlai »* qui lui fait expédier au zoo de Washington un couple de pandas géants. De son côté, Nixon offre à la Chine une station de télécommunications. Est-ce le présage d'une aide économique future ? Certains commentateurs n'hésitent pas à l'affirmer. Et dans ce contexte, pour la première fois, 50 hommes d'affaires US sont invités à la foire de Guangzhou (Canton).

La visite se termine par la publication d'un communiqué commun : la déclaration de Shangaï où pour la première fois, *« le gouvernement américain ne conteste pas (...) que Taiwan est une partie de la Chine »* et souhaite voir cette question *« réglée d'une manière pacifique par les Chinois eux-mêmes (...) l'objectif final étant le retrait de toutes les forces et installations militaires américaines »*. Enfin, les deux pays s'engagent à développer les échanges de toutes sortes à défaut de relations diplomatiques *« sont d'accord pour rester en contact par divers moyens »*.

Après ce coup d'envoi spectaculaire, les échanges vont en effet se développer. Les voyages de Kissinger à Beijing vont se multiplier. A l'issue de l'un d'eux, le 15 novembre 1973, le communiqué commun reprend les grandes lignes de la déclaration de Shangaï, renouvelant notamment la reconnaissance par les USA que *« Taiwan fait partie de la Chine »*. Le 22 février 1973, la décision est prise d'ouvrir des bureaux de liaisons dans les capitales des deux pays.

De nouveaux progrès dans la normalisation des relations marqueront le 25 novembre 1974 la visite à Beijing (Pékin) de Kissinger pour y préparer la visite de Ford devenu président des USA à la place de Nixon. Cette visite ne se réalisera qu'un an plus tard du 1er au 5 décembre 1975. Il n'y aura aucun communiqué commun, et on se bornera à réaffirmer la validité de la déclaration de Shanghaï.

1976-1978 : Vers la reconnaissance diplomatique de la RPC par les USA

Les remous consécutifs au scandale du Watergate, la campagne électorale présidentielle de 1976 aux USA, et l'entrée en fonction d'un nouveau président à la Maison Blanche en janvier 1977 expliquent sans doute l'absence d'initiatives américaines pendant près de deux ans. De leur côté, les dirigeants chinois, pour marquer la permanence de leur volonté d'ouverture, invitent l'ex-président Nixon qui est accueilli à Beijing (Pékin) du 20 au 28 février 1976 avec les mêmes égards qu'un chef d'Etat.

A la veille de l'élection présidentielle américaine, le 6 octobre 1976, les deux candidats Ford et Carter s'affrontent au cours d'un débat télévisé. A propos des relations avec la République populaire de Chine, chacun s'engage à en rechercher la normalisation, mais soucieux de ne pas se mettre à dos les électeurs favorables à la clique au pouvoir à Taïwan, l'un et l'autre réaffirment que le soutien américain à Taïwan ne saurait être remis en cause.

Mais une fois élu, Carter change de ton et dès le 22 mai 1977, il affirme que *« La Chine est la clé de la paix mondiale »*. Quelques semaines plus tard, le 30 juin, au cours d'une conférence de presse, il exprime son espoir de parvenir à un accord avec la République populaire de Chine et à l'établissement de relations diplomatiques complètes. Il ne s'agit pas de propos en l'air, du 22 au 25 août, sont secrétaire d'Etat, Cyrus Vance, se rend à Beijing (Pékin) pour *« recréer l'atmosphère des années 1972-1973 »*, et le 26 septembre, il rencontre à l'ONU son homologue chinois Huang Hua. Tous deux tombent d'accord pour que les négociations se poursuivent à Beijing (Pékin).

L'année 1978 va être décisive. Du 20 au 22 mai, le conseiller de Carter pour les affaires de sécurité nationale Zbigniev Brzezinski se rend à Beijing, il y est suivi du 6 au 10 juillet par une importante mission scientifique dirigée par Frank Press, le conseiller scientifique du président. Le 19 septembre, Carter rencontre Chai Tse-min, chef du bureau de liaisons chinois à Washington, et, à cette date, la position américaine sur le maintien de ses relations diplomatiques avec Taïwan ne semble pas modifiée

Mais au cours des derniers mois, la Chine a multiplié les accords commerciaux avec nombre de pays capitalistes du second monde. Préoccupés des points marqués par le Japon, la France, la Grande Bretagne et l'Allemagne fédérale, les milieux d'affaires américains sont très conscients que l'absence de relations diplomatiques complètes entre les USA et la République populaire de Chine constitue une sérieuse entrave au développement des relations commerciales et de toutes sortes. Ils exercent alors des pressions sur la Maison Blanche pour accélérer les négociations, même au prix d'un lâchage de Taïwan.

Les choses vont alors aller très vite. Au cours d'une nouvelle rencontre le 3 octobre 1978 à l'ONU, Cyrus Vance et Huang Hua proposent de fixer au 1er janvier 1979 la date pour la normalisation des relations entre les deux pays. Le 25 octobre Deng Xiaoping réaffirme les trois conditions d'une reprise des relations diplomatiques normales : abrogation du traité d'alliance avec Taïwan , retrait des forces armées américaines de Taïwan, rupture des relations diplomatiques avec Taïwan. Du 25 octobre au 5 novembre, les secrétaires d'Etat à l'énergie, James Schlesinger, et à l'agriculture, Bob Bergland se rendent successivement en visite à Beijing (Pékin).

Enfin, du 13 au 15 décembre, les ultimes négociations se déroulent à Beijing entre Deng Xiaoping et P.L. Woodcock chef du bureau de liaison américain. Le 15 décembre, c'est l'annonce officielle de la normalisation faite en même temps par Hua Guofeng à Beijing et par Carter à Washington. Les Etats-Unis ont dû se résoudre à accepter les conditions mises à cette normalisation par le gouvernement chinois dès sa déclaration du 26 novembre 1968. Pour l'impérialisme américain si arrogant du temps de sa splendeur, avoir des relations diplomatiques normales avec la République populaire de Chine est en effet devenu une impérieuse nécessité.

Henri BERTHAULT